

Groupe de travail de haut niveau pour la **CIPD**
DROITS, DIGNITÉ ET SANTÉ POUR TOUS

FAIRE AVANCER LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET
REPRODUCTIFS APRÈS 2015

Le groupe de travail de haut niveau pour la CIPD envisage un monde dans lequel toutes les femmes, tous les hommes et tous les jeunes jouissent des **mêmes opportunités, libertés et options** pour satisfaire leurs propres aspirations et forger leur **propre destin**.

À propos du groupe de travail de haut niveau pour la CIPD

Le **groupe de travail de haut niveau pour la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD)** se compose de femmes et d'hommes d'expérience, de dirigeants et d'activistes éminents, engagés au service de l'avancement des droits humains, de l'égalité, de la dignité et de la justice dans le monde au XXI^e siècle.

Établi en septembre 2012, le groupe de travail a pour but de mobiliser le soutien politique à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction et de garantir que les efforts de développement international accordent la priorité à ces investissements. Cela inclut des programmes et des politiques qui promeuvent l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la santé et les droits des jeunes à travers le monde.

Les membres du groupe de travail, qui viennent de pays et de régions différentes, ont en commun d'avoir depuis longtemps mis leur talent et leur temps au service de la lutte pour l'égalité et l'équité, et de la défense des droits de ceux qui ont le moins de pouvoir, et dont la voix est la moins entendue. Leurs profils et leur expérience témoignent d'une riche diversité puisque le groupe compte d'anciens chefs de l'Etat, ministres et parlementaires, dirigeants de la société civile ou d'organisations philanthropiques, et des personnalités distinguées par des récompenses, dont le prix Nobel de la paix.

Mission du groupe de travail

En 1994, lors de la Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement (CIPD), organisée au Caire, un accord historique a été conclu en faveur des droits humains, de la santé et de l'égalité des sexes. Pour la première fois, 179 gouvernements se sont engagés à défendre et à promouvoir les droits reproductifs – le droit fondamental de chacun de décider de sa sexualité et du fait d'avoir ou non des enfants, sans discrimination, coercition ni violence. Ils ont ainsi affirmé que population et développement sont inextricablement liés, et que pour être efficaces, les politiques

179 gouvernements se sont engagés à défendre et à promouvoir les droits reproductifs - les droits de chacun de décider de sa sexualité et du fait d'avoir ou non des enfants.

doivent s'ancrer dans les principes des droits humains, dans l'avancement de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes, et dans l'élimination de la violence contre les femmes. La conférence a adopté un programme d'action (PdA) sur 20 ans, qui établit des objectifs clairs à atteindre par les gouvernements, dont le plus emblématique est l'accès universel à des services complets de santé sexuelle et reproductive.

Cependant, en dépit de progrès considérables vers la réalisation du programme d'action dans de nombreuses régions du monde, il reste encore beaucoup à faire. La mortalité maternelle, la violence contre les femmes et les filles et le manque de services de base en matière de santé sexuelle et reproductive affectent le bien-être de millions de personnes dans le monde et représentent un coût énorme pour les sociétés et les économies.

L'année 2015 fera date pour la communauté internationale. Les Nations Unies réuniront les gouvernements du monde entier pour prendre des décisions qui définiront le programme

mondial du développement pour les années à venir. Ces décisions établiront des priorités en matière d'action et de financement qui pèseront directement sur la vie des individus et des communautés dans le monde. Plusieurs processus mondiaux seront en cours à l'approche de 2015, dont les bilans des progrès vers la réalisation du programme d'action du Caire et des Objectifs du millénaire pour le développement, ainsi que le vingtième anniversaire de la plateforme d'action de Beijing sur les droits des femmes et l'égalité des sexes, avec tous des implications sur le programme mondial dans le domaine de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction, et plus largement sur le futur des efforts de réduction de la pauvreté et de développement durable.

Le groupe de travail utilisera les opportunités clés associées à ces processus menés par l'ONU pour présenter une vision forte et stratégique des priorités d'action pour 2015 et au delà. Le

groupe de travail s'efforcera de motiver et de contraindre les décideurs politiques à renforcer leurs engagements pour garantir la protection des droits fondamentaux et l'accès à l'information et aux services pour des millions de femmes, de jeunes et d'hommes dans le monde. Le groupe de travail travaillera de concert avec des mouvements et partenaires mondiaux, dont les réseaux de femmes et les défenseurs des droits des jeunes, des hommes engagés en faveur de l'égalité des sexes, des défenseurs de l'environnement et des personnes engagées dans la lutte contre le VIH/SIDA. Se fondant sur des études solides et des décennies d'expérience, le groupe de travail défendra des politiques publiques, des financements et des mécanismes efficaces pour rendre les gouvernements et la communauté internationale responsables de la réalisation des promesses faites dans le cadre de ces accords globaux."

L'année 2015 fera date pour la communauté internationale, avec la définition du programme du développement pour les années à venir.

Dessiner un avenir basé sur les droits, la dignité et la santé

Le droit de prendre des décisions informées sur les aspects essentiels de la vie d'une personne - son propre corps, sa sexualité, sa santé, ses relations et le fait d'avoir ou non des enfants - est un des droits humains les plus fondamentaux et essentiels.

Cependant, dans le monde, des millions de femmes, d'hommes et de jeunes n'ont pas la possibilité d'exercer ce droit fondamental, parce qu'ils vivent dans la pauvreté ou parce qu'ils sont privés de droits ou marginalisés. L'inégalité entre les femmes et les hommes et les tabous sur la sexualité s'ajoutent à l'accès déjà limité à une information correcte et à des services de qualité. Ces facteurs sous-jacents rendent difficile de garantir les investissements adéquats dans l'éducation sexuelle et dans les services de santé sexuelle et reproductive tels que la contraception, les soins durant la grossesse et l'accouchement et la prévention, les soins et le traitement du VIH et du SIDA.

Ces inégalités, à l'intérieur des pays et entre les pays, ont des conséquences généralisées et mortelles :

- **Chaque jour, 800 femmes meurent de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement**, soit presque 300 000 décès de femmes par an, dont 99% ont lieu dans les pays en développement.
- **Les complications liées à la grossesse ou à l'accouchement sont la première cause de mortalité des adolescentes** dans la majorité des pays en développement.
- **On compte plus de 60 millions de jeunes filles mariées avant l'âge de 18 ans.** Ces dernières sont exposées à un risque particulièrement élevé de grossesse précoce, de complications lors de l'accouchement, d'infection par le VIH et de violence.
- **Toutes les 30 secondes, un jeune est infecté par le VIH.** Les jeunes femmes sont particulièrement en danger puisqu'elles représentent 60 % des 5 millions de jeunes vivant avec le VIH ou le SIDA dans le monde.
- **Plus de 200 millions de femmes dans les pays en développement souhaitent prévenir une grossesse mais elles n'ont pas accès à un moyen efficace de contraception**, ce qui contribue aux 80 millions de grossesses non planifiées, 30 millions de naissances non planifiées et 20 millions d'interruptions de grossesse pratiquées dans de mauvaises conditions et qui mettent en danger la vie de la mère.

- Au niveau mondial, jusqu'à **7 femmes sur 10 sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles** au cours de leur vie, avec des conséquences dévastatrices pour leur santé sexuelle et reproductive.
- **Jusqu'à 1 femme sur 4 est victime de violence pendant la grossesse**, beaucoup étant frappées à l'abdomen, entraînant un risque accru de faire une fausse-couche, d'accoucher d'un enfant mort-né ou d'avorter, ou bien de travail précoce ou encore de faible poids du bébé à la naissance.
- **Presqu'un million de personnes sont contaminées par une infection sexuellement transmissible chaque jour.** Chaque année, on enregistre 449 millions de nouveaux cas d'infections sexuellement transmissibles curables, ayant des conséquences pour la santé reproductive, maternelle et néonatale.

Il est établi que ces problèmes et leur coût important pour les individus et les pays sont évitables et c'est cette conviction qui se trouve au cœur de la mission du groupe de travail. La mortalité et la morbidité maternelle peuvent être éliminées si elles constituent une priorité de santé publique, comme le démontre l'expérience des pays industrialisés depuis un siècle. Une nouvelle génération de jeunes délivrés du risque du VIH est à portée de main. La grossesse des adolescentes peut être évitée, particulièrement si les jeunes filles ont l'opportunité de mener une scolarité normale et de développer leur potentiel.

Contrairement à certains problèmes majeurs dans le monde d'aujourd'hui, il s'agit de problèmes pour lesquels des solutions existent et dont l'efficacité est démontrée.

Les investissements dans la santé et les droits sexuels et reproductifs sont essentiels et leur pertinence est globale, quelles que soient les communautés et les cultures. Il s'agit d'investissements rentables, qui sauvent des vies et améliorent le bien-être. Il s'agit aussi d'investissements faisant appel au sens commun : pour les familles, pour la santé publique et le bien-être et pour les perspectives de développement économique et social durable des communautés et des pays.

Dans les années à venir, le groupe de travail consacrera ses efforts et son action avec ses partenaires à l'objectif de faire de la santé et des droits sexuels et reproductifs une réalité pour tous.

High-Level Task Force for ICPD

RIGHTS, DIGNITY & HEALTH FOR ALL

The Secretariat of the High-Level Task Force for ICPD
(International Conference on Population and Development)
is hosted by the International Planned Parenthood Federation/
Western Hemisphere Region (IPPF/WHR), New York.

www.ICPDtaskforce.org

Secretariat | 125 Maiden Lane | 9th Floor | New York, NY | 10038-4730